

PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

SOCIÉTÉS COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES (COMPTES ANNUELS)

SOCALFI

Société par Actions Simplifiée au capital de 4 094 631 000 Francs CFP soit 34 313 007,78 Euros
Siège social : Centre Commercial La Belle Vie, 224 rue J. Lékawé, PK6, 98 800 Nouméa, Nouvelle Calédonie
650 721 000 R.C.S. Nouméa

Comptes sociaux au 31 décembre 2016 approuvés par l'associé unique le 30 mai 2017

I. — Bilan au 31 décembre 2016

(XPF)

Actif	Notes	Au 31.12.2016	Au 31.12.2015
Caisse, banques centrales, C.C.P.		0	0
Créances sur les établissements de crédit	10 - 11	756 007 779	1 493 340 497
- <i>A vue</i>		756 007 779	1 493 340 497
Opérations avec la clientèle	8 - 11	3 331 158 412	3 268 047 061
- <i>Concours à la clientèle</i>		2 551 160 144	2 488 048 793
- <i>Comptes débiteurs</i>		779 998 268	779 998 268
Parts dans les entreprises liées			
Crédit-bail et location avec option d'achat	12	7 548 098 245	7 787 024 765
Location simple	12	232 720 890	198 644 217
Immobilisations incorporelles	9	0	30 625
Immobilisations corporelles	9	9 133 184	6 376 072
Autres actifs	13	238 664 435	151 958 762
Comptes de régularisation	14	45 746 768	41 726 939
Total de l'actif		12 161 529 713	12 947 148 938

Passif	Notes	Après Répartition (1) Au 31.12.16	Au 31.12.2016	Au 31.12.15
Dettes envers les établissements	10 - 11	0	0	0
- <i>A vue</i>		0	0	0
- <i>A terme</i>		0	0	0
Opérations avec la clientèle	10 - 11	4 471 240 933	4 471 240 933	5 794 724 970
- <i>A vue</i>		49 153 183	49 153 183	62 763 881
- <i>A terme</i>		4 422 087 750	4 422 087 750	5 731 961 089
Autres passifs	13	547 653 389	547 653 389	443 463 907
Comptes de régularisation	14	359 470 522	359 470 522	392 314 936
Provisions	15	237 082 537	237 082 537	109 674 423
Fonds pour risques bancaires généraux		0	0	0
Dettes subordonnées	16	0	0	0
Capitaux propres hors FRBG		6 546 082 332	6 546 082 332	6 206 970 702
- <i>Capital souscrit</i>	17	4 094 631 000	4 094 631 000	4 094 631 000
- <i>Primes de fusion et d'apport</i>	17	0	0	0
- <i>Réserves</i>	17	183 732 823	183 732 823	164 237 772
- <i>Report à nouveau</i>	17	2 267 718 509	1 928 606 879	1 558 200 912
- <i>Résultat de l'exercice</i>		-	339 111 630	389 901 018
Total du passif		12 161 529 713	12 161 529 713	12 947 148 938

(1) Sous réserve d'approbation des propositions d'affectation du résultat par l'assemblée générale

Hors-bilan au 31 décembre 2016

XPF	Au 31.12.2016	Au 31.12.2015
Engagements donnés		
Engagements de financement en faveur de la clientèle (1)	190 184 475	190 057 000
Engagements reçus		
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle (2)	116 780 102	108 050 001
(1) Les engagements en faveur de la clientèle correspondent aux ouvertures de crédits consentis non utilisés		
(2) Il s'agit des engagements de rachat des immobilisations louées		

II. — Compte de résultat au 31 décembre 2016

XPF	Notes	Au 31.12.2016	Au 31.12.2015
Intérêts et produits assimilés		215 973 784	224 132 295
- Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	3	0	10 376
- Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	2	215 973 784	224 121 919
Intérêts et charges assimilées		- 169 918 660	- 73 665 421
- Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	3	- 1 318	- 602 586
- Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	2	- 169 917 342	- 73 062 835
Produits sur opérations de crédit-bail et assimilées	2	4 616 164 709	4 678 360 140
Charges sur opérations de crédit-bail et assimilées	2	- 3 483 205 392	- 3 643 493 328
Produits sur opérations de location simple	2	120 335 847	154 180 563
Charges sur opérations de location simple	2	- 83 609 489	- 102 040 868
Commissions (produits)	2	125 963 044	89 973 438
Commissions (charges)	2	- 128 069 435	- 140 916 047
Autres produits d'exploitation	6	27 755 629	12 716 375
Autres charges d'exploitation	6	- 4 646 489	- 12 095 496
Produit net bancaire		1 236 743 548	1 187 151 651
Charges générales d'exploitation		- 497 996 860	- 440 584 752
Frais de personnel	6	- 165 151 366	- 171 305 200
Autres frais administratifs	6	- 332 845 494	- 269 279 552
Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles		- 3 005 268	- 2 941 202
Résultat brut d'exploitation		735 741 420	743 625 697
Coût du risque	4	6 324 692	- 3 652 080
Résultat d'exploitation		742 066 112	739 973 617
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	5	0	0
Résultat courant avant impôt		742 066 112	739 973 617
Impôt sur les bénéfices	7	- 402 954 482	- 350 072 599
Résultat net		339 111 630	389 901 018

III. — Affectation du résultat

L'associé unique constatant que l'exercice 2016 se solde par un bénéfice de 339 111 630 francs pacifique (2 841 755,46 euros), décide d'affecter le résultat de l'exercice en report à nouveau à 95% et de doter de 5% du résultat, la réserve légale :

Résultat de l'exercice	XPF 339 111 630	(2 841 755,46 euros)
- Dotation à la réserve légale (5%)	XPF 16 955 582	(142 087,78 euros)
- Solde porté en Report à nouveau	XPF 322 156 048	(2 699 667,68 euro)s

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, il n'a pas été effectué de distribution de dividendes au titre des trois exercices précédents.

La Société a supporté une charge de 550 685 francs pacifique (4 615 euros) au titre de l'article 39-4 du Code Général des Impôts au cours de l'exercice écoulé.

IV. — Annexes aux comptes sociaux

Note 1 : Principales règles d'évaluation et de présentation

1. Présentation des comptes

Les comptes individuels de Général Electric Financement Pacifique S.A.S. ont été établis conformément au règlement des Normes Comptables Numéro 2014-07 du 26 novembre 2014.

Les comptes de l'exercice sont présentés sous une forme identique à celle de l'exercice précédent. Les conventions comptables générales ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices.

Général Electric Financement Pacifique S.A.S. présente des notes annexes qui complètent et commentent l'information financière donnée par le bilan, le compte de résultat et le hors bilan.

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

2. Faits marquants de l'exercice

— Cession de GE Money Bank et des entités GE Money Outre-Mer (Projet Vermeer)

Dans le cadre du désengagement au niveau mondial de GE, de ses activités de financement opérées sous la marque GE Capital S.A.S (le vendeur), un contrat «Sale Purchase Agreement » a été signé le 27 septembre 2016, entre GE Capital SAS et la société Promontoria France Holding S.A.S. (l'acquéreur) portant sur l'acquisition de GEFP S.A.S.

La demande de changement de contrôle de GEFP S.A.S. a reçu, le 23 janvier 2017, un avis favorable de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution et le 28 février 2017, celui de la Banque Centrale Européenne.

3. Changement de méthode comptable

Il n'y a pas eu de changement de méthode comptable au cours de l'exercice 2016.

4. Principes comptables et méthodes d'évaluation

— Opérations de crédit-bail et de location simple

Propriétaire des matériels qu'elle donne en crédit-bail et en location simple, la société les inscrit en immobilisations, à l'actif de son bilan, pour leur coût d'acquisition.

Des amortissements comptables et fiscaux de type dégressif ou linéaire sont pratiqués, conformément aux dispositions légales et réglementaires, à compter du premier jour du mois d'effet de la location ; la durée d'amortissement retenue est la durée normale d'utilisation des biens concernés.

Pour les immobilisations louées à des tiers présentant un risque d'irrecouvrabilité, la société constitue des provisions sur immobilisations dès lors que la valeur de réalisation estimée du bien est inférieure à sa valeur nette comptable et pour un montant couvrant cette différence.

Les moins-values fiscales de cessions sont assimilées à des compléments d'amortissement de l'exercice et figurent à ce titre dans les charges sur opérations de crédit-bail et charges sur opérations de location simple au débit du compte de résultat. Le compte des immobilisations temporairement non louées regroupe l'ensemble des matériels dont le contrat a été résilié ou est arrivé en fin de période de location. A compter de la date de résiliation, les immobilisations sont amorties fiscalement en dégressif sur la période fiscale restant à courir. La valeur nette des immobilisations temporairement non louées fait l'objet d'une dépréciation à 100%.

En parallèle, une comptabilité financière est tenue. Dans ce cadre, ces opérations sont enregistrées pour la même valeur d'immobilisation et l'amortissement financier se substitue à l'amortissement comptable, cet amortissement financier étant calculé sur la durée du contrat de location, durée qui permet la reconstitution du capital initialement engagé. Le capital engagé correspond à l'investissement réalisé, c'est-à-dire au prix d'acquisition, hors taxes récupérables, du matériel loué figurant en immobilisation de crédit-bail et de location simple à l'actif du bilan. Le décalage qui existe entre l'amortissement comptable constaté dans les comptes sociaux et l'amortissement financier constaté dans la comptabilité financière constitue la réserve latente (ou marge financière).

— Les opérations avec la clientèle

– Créances sur la clientèle

Les crédits à la clientèle sont répartis selon la nature des concours : comptes ordinaires débiteurs et autres concours à la clientèle avec une segmentation sur la base d'attributs en deux grandes catégories, le financement aux particuliers et aux entreprises et la location.

Les créances sur la clientèle sont ventilées entre encours sains et encours douteux.

Par ailleurs, les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées.

Dans le financement aux particuliers et aux entreprises, nous distinguons :

- Le crédit Vente à Terme (VAT) ;
- Le crédit automobile ;
- L'équipement des ménages ;
- Les prêts personnels.

Dans la location automobile, nous distinguons :

- Pour les entreprises : La Location Longue Durée et le Crédit-Bail ;
- Pour les particuliers : La Location avec Option d'Achat.

Conformément au CRC 2009-03, les commissions reçues à l'occasion de l'octroi ou de l'acquisition d'un concours, ainsi que les coûts marginaux de transaction sont étalés, suivant la méthode linéaire, sur la durée de vie effective du crédit. L'étalement est porté en produit net d'intérêt dans le Produit Net Bancaire (PNB). Les commissions et coûts de transaction faisant l'objet d'un étalement sont intégrés à l'encours de crédit concerné.

– Créances saines

Les créances saines sont celles qui, lors de l'analyse périodique qui est réalisée par la société, ne présentent pas de risque de non recouvrement et dont les échéances impayées sont inférieures ou égales à trois mois.

– Créances douteuses

General Electric Financement Pacifique S.A.S applique la réglementation définie par le règlement CRC n° 2002-03 relatif au traitement comptable du risque de crédit modifié par le règlement n° 2005-03 du 3 novembre 2005 et par le règlement n° 2007-06 du 14 décembre 2007. Ce règlement précise qu'une créance est déclassée en créance douteuse lorsqu'elle présente une des caractéristiques suivantes :

- Un risque probable ou certain de non recouvrement (impayés depuis plus de trois mois en matière de crédit et crédit-bail mobilier) ;
- Un risque avéré sur la contrepartie (dégradation de la situation financière, procédure d'alerte) ;
- L'existence d'une procédure contentieuse.

Le classement pour une contrepartie donnée des encours en encours douteux entraîne par « *Contagion* » un classement identique de la totalité de l'encours et des engagements relatifs à cette contrepartie, indépendamment de l'existence d'une garantie.

Un encours douteux compromis est un encours douteux dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lequel un passage en perte à terme est envisagé. Il doit faire l'objet d'une dépréciation d'un montant approprié prenant en compte l'existence d'une éventuelle garantie. Les encours douteux compromis sont spécifiquement identifiés au sein des encours douteux. L'identification en encours douteux compromis intervient nécessairement au plus tard à la échéance du terme. Le classement d'un encours douteux en encours douteux compromis n'entraîne pas la « *Contagion* » dans cette dernière catégorie des autres encours et engagements douteux relatifs à la contrepartie concernée.

Les créances irrécouvrables sont inscrites en pertes et les dépréciations correspondantes font l'objet d'une reprise.

Le classement en encours douteux peut être abandonné, et l'encours porté à nouveau en encours sain, lorsque les paiements ont repris de manière régulière pour les montants correspondants aux échéances contractuelles d'origine.

— **Créances restructurées**

Les créances restructurées sont des créances dont les conditions de remboursement ont été modifiées à des conditions afin d'alléger les mensualités, soit à la demande du client pour une renégociation de taux ou de durée consécutive à une situation financière dégradée pour le client, soit suite à un jugement en application de la loi Neiertz.

Les créances restructurées du fait de la situation financière d'un débiteur peuvent également être à nouveau inscrites en encours sain dans une sous-catégorie spécifique jusqu'à leur échéance finale. Après retour en encours sain, lorsque le débiteur ne respecte pas les échéances fixées, les encours sont immédiatement déclassés en encours douteux.

— **Dépréciations**

Les créances, dont le recouvrement est devenu incertain, donnent lieu à la constitution de dépréciations, inscrites en déduction de l'actif, destinées à couvrir le risque de perte. Les dépréciations sont calculées créance par créance en appliquant un taux de dépréciation déterminé sur la base d'un taux de récupération, dont le calcul est fondé sur un historique de données collectées dans le temps.

Elles sont déterminées selon une fréquence mensuelle et sur la base de l'analyse du risque et des garanties disponibles.

Les courbes utilisées pour déterminer les dépréciations sur les encours douteux sont les suivantes :

- Une segmentation « *Particuliers* » Pour les VAT et pour les prêts personnels.
- Une segmentation « *Entreprises* » Pour les entreprises classiques et pour les entreprises dites Loi Girardin.

Les dépréciations pour pertes probables avérées couvrent l'ensemble des pertes prévisionnelles, calculées par différence entre les capitaux restant dus et les flux prévisionnels actualisés selon le taux effectif.

Les dotations et reprises sur dépréciation des créances, de même que les charges couvertes par cette dépréciation figurent au compte de résultat parmi les éléments relatifs au coût du risque pour la fraction en capital des créances et sous les rubriques « *Intérêts et produits assimilés* » pour la partie intérêts des créances.

Le fait déclencheur du passage en pertes des créances correspond à l'événement justifiant comptablement et fiscalement le passage en pertes. Le passage en pertes est la conséquence de la preuve de l'irrécouvrabilité de la créance. Il en résulte sur le plan comptable, sa constatation en perte et la sortie du bilan de la créance comptable. Cette sortie s'accompagne le cas échéant par la reprise de provision rattachée à la créance.

Les créances sur la clientèle figurent au bilan pour leur montant net de dépréciations. Les dépréciations affectées, appréciées en fonction de la probabilité de perte finale, sont portées en déduction du poste de l'actif correspondant.

Au passif du bilan, sont inscrites les provisions concernant les engagements par signature ainsi que les provisions destinées à couvrir le risque de non recouvrement constituées dès l'octroi des financements sur la clientèle.

— **Provision sur portefeuilles homogènes**

En plus des dépréciations spécifiques présentées ci-dessus, la société comptabilise au passif du bilan une provision pour risque de crédit identifié, sur la base de portefeuille d'encours homogène et fondée sur les informations disponibles permettant d'anticiper un risque de défaillance et de perte à l'échéance.

— **Provision pour marge financière négative**

Lorsque la marge financière afférente aux opérations de crédit-bail et aux opérations assimilées est négative, une provision est constituée dans les comptes sociaux, inscrite au passif du bilan.

— **Dettes envers les établissements de crédit**

Les dettes envers les établissements de crédit sont ventilées d'après leur durée initiale ou la nature de ces dettes : dettes à vue (dépôts à vue, comptes ordinaires) et dettes à terme pour les établissements de crédit. Les intérêts courus sur l'ensemble de ces dettes sont portés en compte de dettes rattachées en contrepartie d'un compte de charge.

— **Comptes créditeurs de la clientèle**

Les comptes créditeurs de la clientèle sont ventilés en fonction de leur durée initiale (à vue, à terme). La clientèle inclut la clientèle non financière et la clientèle financière.

— **Immobilisations**

Les immobilisations sont comptabilisées au bilan à leur coût d'acquisition ou, le cas échéant, à leur valeur d'apport.

Les amortissements sont calculés sur la durée de vie estimée des immobilisations :

- Agencements et mobilier de bureau : 10 ans linéaire
- Matériels : De 3 à 5 ans linéaire ou dégressif lorsque la réglementation le permet

Logiciels acquis :

- 12 mois linéaire : Pour les logiciels communs du marché,
- 5 ans linéaire : Pour les logiciels complexes, ayant donné lieu à des travaux importants de mise en place.

— Fonds pour risques bancaires généraux

En application des dispositions réglementaires, le fonds pour risques bancaires généraux (F. R. B. G.) comprend l'ensemble des provisions réglementées non affectées à la couverture d'un risque de perte et prises en compte pour le calcul des fonds propres prudentiels.

— Intérêts et commissions

Les intérêts et les commissions assimilables par nature à des intérêts sont enregistrés en compte de résultat prorata temporis.

Les commissions et coûts liés à l'octroi ou à l'acquisition d'un concours sont notamment assimilés à des compléments d'intérêts et sont étalés sur la durée de vie effective du crédit au prorata du capital restant dû conformément à l'application du CRC 2009-03.

— Engagements pour indemnités de fin de carrière et Médailles du travail

GE Financement Pacifique octroie à ses salariés des indemnités de fin de carrière (IFC). Des provisions sont comptabilisées au passif du bilan pour couvrir les engagements futurs ces IFC.

L'évaluation de ces provisions est réalisée annuellement par le cabinet d'actuariat Mercer. Pour déterminer la charge de l'année, les engagements ont fait l'objet d'une actualisation financière au taux de 2 %.

5. Evénements postérieurs à la clôture

— Cession de GE Money Bank et des entités GE Money Outre-Mer (Projet Vermeer)

Il est rappelé que les sociétés GEC SAS et Promontoria France Holding, un contrat « *Sale Purchase Agreement* », le 27 septembre 2016, portant sur la cession de GE Money Bank (et ses filiales, à l'exclusion de GE SCF) et des entités de GE Money Outre-Mer, à savoir Sorefi, Somafi - Soguafi et GE Financement Pacifique.

La demande de changement de contrôle de GE Money Bank et de chacune des entités réglementées de GE Money Outre-Mer, déposée par l'Acquéreur, la société Promontoria France Holding, a reçu, le 23 janvier 2017, un avis favorable de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution et le 28 février 2017, celui de la Banque Centrale Européenne. La réalisation définitive du changement de contrôle est planifiée pour fin mars 2017.

La demande de changement de contrôle déposée par la société Promontoria auprès de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution, incluait des demandes d'autorisation subordonnées, à savoir, notamment :

- Changement de dénomination sociale pour les sociétés GE Money Bank et GE Financement Pacifique,
- Filialisation des entités GE Money Outre-Mer (Sorefi, Somafi-Soguafi et GE Financement Pacifique) sous GE Money Bank et changement de contrôle associé,
- Réduction du capital social et/ou des fonds propres pour les sociétés GE Money Bank, Sorefi et GE Financement Pacifique.

L'avis favorable de l'ACPR du 23 janvier couvre la totalité des modifications visées ci-dessus, à l'exception de la réduction du capital social et / ou des fonds propres des sociétés GE Money Bank, Sorefi et GE Financement Pacifique, pour lesquelles l'autorisation réglementaire est attendue pour le 24 mars, soit, préalablement à la date envisagée pour la réalisation du changement de contrôle.

En conséquence, au jour du changement de contrôle, et sous réserve de la réalisation effective de celui et de l'obtention de l'autorisation de l'ACPR, l'assemblée générale des sociétés GE Money Bank, Sorefi, Somafi - Soguafi et GE Financement Pacifique, seront appelées à se tenir en vue de :

- Constater le changement de contrôle
- Se prononcer sur les modifications ou opérations envisagées, telles qu'exposées ci-avant.

6. Autres informations

— Consolidation des comptes

Les comptes de Général Electric Financement Pacifique S.A.S. sont consolidés dans le groupe GEC S.A.S. par la méthode de l'intégration globale.

— Contrôle fiscal

Général Electric Financement Pacifique S.A.S ne fait l'objet d'aucun contrôle fiscal en cours au 31 décembre 2016.

Note 2 : Produits et charges sur opérations avec la clientèle

XPF	31.12.15	31.12.16
Revenus des opérations de crédit	341 936 828	314 095 357
Intérêts et produits assimilés	215 973 784	224 121 919
Commissions et produits assimilés	125 963 044	89 973 438
Charges des opérations de crédit	- 177 149 607	- 81 634 614
Intérêts et charges assimilées	- 169 917 342	- 73 062 835
Commissions et charges assimilées	- 7 232 265	- 8 571 779
Produits sur opérations de crédit-bail et de location avec option d'achat	4 616 164 709	4 678 360 140
Loyers, indemnités et produits divers	4 362 887 538	4 425 138 239

Reprise de provisions	0	0
Plus-values de cessions	250 622 353	236 198 821
Reprise des dépréciations créances douteuses	2 654 818	17 023 080
Charges sur opérations de crédit-bail et de location avec option d'achat	- 3 483 205 392	- 3 643 493 328
Dotation aux amortissements	- 3 271 603 979	- 3 367 548 348
Dotation aux provisions	- 9 632 093	- 4 094 049
Moins-values de cessions	- 169 657 270	- 211 963 788
Pertes sur créances irrécouvrables	- 16 543 442	- 59 601 680
Dotation des dépréciations créances douteuses	- 15 768 608	- 285 463
Produits sur opérations de location simple	120 335 847	154 180 563
Loyers, indemnités et produits divers	94 652 208	107 630 198
Reprise de provisions	0	0
Plus-values de cessions	25 683 639	36 801 135
Reprise des dépréciations créances douteuses	0	9 749 230
Charges sur opérations de location simple	- 83 609 489	- 102 040 868
Dotation aux amortissements	- 82 517 897	- 97 342 899
Dotation aux provisions	0	0
Moins-values de cessions	0	- 2 655 627
Pertes sur créances irrécouvrables	0	- 2 042 342
Dotation des dépréciations créances douteuses	- 1 091 592	0
Commissions sur apporteurs d'affaires	- 120 837 170	- 132 344 268
Total	1 213 635 726	1 187 122 982

Note 3 : Résultat des opérations financières

XPF	Au 31.12.2016	Au 31.12.2015
Opérations avec les établissements de crédit	- 1 318	- 592 210
Intérêts et produits assimilés	0	10 376
Intérêts et charges assimilées	- 1 318	- 602 586
Total	- 1 318	- 592 210

Note 4 : Détail du cout du risque

XPF	Au 31.12.2016	Au 31.12.2015
Variation nette des dépréciations sur créances douteuses clientèle VAC	10 372 849	14 088 499
Pertes nettes sur créances irrécouvrables	- 4 564 919	- 16 597 024
Variation nette des dépréciations sur impayés	0	0
Variation nette des dépréciations sur encours sains	516 762	- 1 143 555
Total	6 324 692	- 3 652 080

Note 5 : Gains ou pertes sur actifs immobilisés

XPF	Au 31.12.2016	Au 31.12.2015
Gains sur actifs immobilisés	0	0
Pertes sur actifs immobilisés	0	0
Total	0	0

Note 6 : Autres produits et autres charges d'exploitation**— Autres produits d'exploitation**

XPF	Au 31.12.2016	Au 31.12.2015
Autres produits d'exploitation bancaire	27 585 015	12 716 375
Produits accessoires	27 585 015	12 716 375
Autres produits divers		
Autres produits d'exploitation non bancaire	170 614	0
Produits accessoires	0	0
Autres produits divers	170 614	0

Provisions pour risques & charges	0	0
Total	27 755 629	12 716 375

— Autres charges d'exploitation

XPF	Au 31.12.2016	Au 31.12.2015
Autres charges d'exploitation bancaire	- 3 664 909	- 2 582 347
Autres charges diverses	- 3 664 909	- 2 582 347
Autres charges d'exploitation non bancaire	- 981 580	- 9 513 149
Autres charges d'exploitation non bancaire (Debt Sales)		
Provisions pour risques & charges	- 981 580	- 9 513 149
Autres charges diverses		
Total	- 4 646 489	- 12 095 496

— Charges générales d'exploitation

XPF	Au 31.12.2016	Au 31.12.2015
Frais de personnel	- 119 893 314	- 125 837 377
Charges de retraite	- 8 478 790	- 9 033 650
Autres charges sociales	- 28 124 506	- 27 535 467
Impôts et taxes afférents aux frais de personnel	- 1 174 535	- 251 125
Participation et intéressements des salariés	- 7 480 221	- 8 647 581
Impôts et taxes non afférents aux charges de personnel	- 21 170 281	- 16 219 167
Autres frais administratifs	- 311 675 213	- 253 060 385
Total	- 497 996 860	- 440 584 752

— Effectif moyen

Exercice	Employés	Cadres	Total
2016	14	10	24
2015	17	8	25

— Rémunération des organes de direction

Au cours de l'exercice 2016 aucune rémunération n'a été versée par la société aux membres des organes d'administration, de direction et de surveillance. Ces rémunérations sont prises en charge par le GIE GE DOM et GEMB qui sont par la suite intégrées au travers des management fees dans la refacturation globale des charges du GIE GE DOM conformément à la convention en vigueur.

Note 7 : Impôt sur les bénéfices

XPF	Au 31.12.2016	Au 31.12.2015
Impôt exigible de l'exercice	- 402 954 482	- 350 072 599
IFA	0	0
Impôt sur les bénéfices	- 402 954 482	- 350 072 599

Note 8 : Opérations avec la clientèle

XPF	Au 31.12.2016	Au 31.12.2015
Encours sain net	2 535 818 434	2 467 038 618
Encours sain	2 535 818 434	2 467 038 618
Encours douteux net	15 341 710	21 010 175
Encours douteux	135 627 371	151 668 685
dont compromis	102 723 442	101 400 461
Dépréciation des créances sur la clientèle	- 120 285 661	- 130 658 510
dont compromis	- 99 628 490	- 96 084 482
Total actif	2 551 160 144	2 488 048 793

Note 8 bis : Passage du bilan social au bilan financier justification de la marge financière

XPF	Social	Financier
Encours sains	7 492 988 680	8 789 447 560

- Immobilisations nettes ou Capital restant dû	7 471 464 013	8 767 922 893
- Immos en cours		
- Impayés sains	21 524 667	21 524 667
- ICNE	0	0
Encours douteux	980 369 123	980 369 123
- Capital restant dû	208 325 122	208 325 122
- Impayés douteux	772 044 001	772 044 001
- ICNE		
Dépréciations de créances douteuses	- 724 204 752	- 724 803 115
Encours nets	7 749 153 051	9 045 013 568
Divers		
- Marge financière		- 1 467 967 296
- Loyers perçus d'avance ou Agios perçus d'avance	- 220 803 908	- 48 321 864
- Dépréciation de CRD douteux	- 3 931 819	- 4 307 084
- Complément de provisions	- 106 362 066	- 106 362 066
- <i>Provision pour marge financière négative</i>		
Total	7 418 055 258	7 418 055 258

Note 8 ter : Détail des dépréciations d'actif

Opérations avec la Clientèle	Au 31.12.2015	Dotation	Reprise	Au 31.12.2016
Créances douteuses	130 658 510	5 909 105	- 16 281 954	120 285 661
<i>dont compromis</i>	<i>288 454</i>		<i>- 355 436</i>	<i>- 66 982</i>
Total	130 658 510	5 909 105		120 285 661

Crédit-bail et location avec option d'achat	Au 31.12.2015	Dotation	Reprise	Au 31.12.2016
Créances douteuses	708 995 295	15 768 608	- 2 654 818	722 109 085
<i>dont compromis</i>	<i>1 288 841</i>		<i>- 261 530</i>	<i>1 027 311</i>
Immobilisations	28 303 999	9 632 093		37 936 092
Total	737 299 294	25 400 701		760 045 177

Location simple	Au 31.12.2015	Dotation	Reprise	Au 31.12.2016
Créances douteuses	4 935 894	1 091 592		6 027 486
<i>dont compromis</i>	<i>0</i>			<i>0</i>
Immobilisations	0			0
Total	4 935 894	1 091 592	0	6 027 486

Note 9 : Immobilisations

XPF	Valeur nette au 31.12.15	Valeur brute au 31.12.15	Variation 2016	Valeur brute au 31.12.16	Amortissements ou provisions cumulés au 31.12.16	Valeur nette au 31.12.16
Immobilisations incorporelles	30 625	120 000	0	120 000	- 120 000	0
- Exploitation	30 625	120 000	0	120 000	- 120 000	0
Immobilisations corporelles	6 376 072	49 268 077	- 10 868 224	38 399 853	- 29 266 669	9 133 184
- Exploitation	6 376 072	49 268 077	- 10 868 224	38 399 853	- 29 266 669	9 133 184
- Hors exploitation	0	0	0	0	0	0

Note 10 : Ventilation par durée résiduelle et éligibilité

XPF	Dettes et créances rattachées		Autres éléments non ventilables (1)		Moins de trois mois (2)		De 3 mois à 1 an	
	Au 31.12.16	Au 31.12.15	Au 31.12.16	Au 31.12.15	Au 31.12.16	Au 31.12.15	Au 31.12.16	Au 31.12.15
Actif								
Créances sur les établissements de crédit non éligibles au refinancement de l'IEDOM	-	-	756 007 779	1 493 340 497			-	-
Créances sur la clientèle non éligibles au refinancement de l'IEDOM	7 136 185	10 271 541	804 234 406	808 153 522	256 728 583	236 947 667	901 312 896	908 080 280
Passif								

Dettes envers les établissements de crédit	-	-	0	0	-	-	-	-
Comptes créditeurs de la clientèle	6 813 284	1 794 013 595	49 153 182	62 763 880	0	715 990 454	1 670 644 394	1 193 317 422
Emprunts subordonnés	-	-	-	-	-	-	-	-

(1) Les « Autres éléments non ventilables » correspondent notamment aux créances douteuses nettes de provisions et aux impayés nets de provisions

(2) Y compris les comptes à vue.

XPF	De 1 an à 5 ans		Plus de 5 ans		Total	
	Au 31.12.16	Au 31.12.15	Au 31.12.16	Au 31.12.15	Au 31.12.16	Au 31.12.15
Actif						
Créances sur les établissements de crédit non éligibles au refinancement de l'IEDOM	-	-	-	-	756 007 779	1 493 340 497
Créances sur la clientèle non éligibles au refinancement de l'IEDOM	1 360 673 440	1 303 197 912	1 072 903	1 369 810	3 331 158 413	3 268 020 732
Passif						
Dettes envers les établissements de crédit	-	-	-	-	0	0
Comptes créditeurs de la clientèle	2 744 630 072	2 028 639 618	0		4 471 240 932	5 794 724 969
Emprunts subordonnés	-	-	-	-	0	0

Note 11 : Opérations avec les entreprises liées, filiales et participations

XPF	Au 31.12.16		Au 31.12.15	
	Total	Dont entreprises liées (1)	Total	Dont entreprises liées (1)
Actif				
Créances sur les établissements de crédit	756 007 779	0	1 493 340 497	0
Créances sur la clientèle	3 331 158 413	779 998 269	3 268 020 732	779 998 269
Autres actifs	238 664 435	0	151 958 762	0
Comptes de régularisation	45 746 765	0	41 726 937	0
Passif				
Dettes envers les établissements de crédit	0	0	0	0
Comptes créditeurs de la clientèle	4 471 240 932	2 029 802 713	5 794 724 969	3 940 205 254
Autres passifs	547 653 389	0	443 463 907	0
Comptes de régularisation	359 470 522	64 654 893	392 314 936	63 403 222
Hors bilan				
Engagements reçus	116 780 102		108 050 001	
Engagements donnés	190 184 475		190 057 000	

(1) Opérations se rapportant à des entreprises susceptibles d'être incluses par intégration globale dans un même ensemble consolidable.

Note 12 : Opérations de crédit-bail et de location simple

XPF	Crédit-bail et location avec option d'achat		Location simple	
	Au 31.12.16	Au 31.12.15	Au 31.12.16	Au 31.12.15
Immobilisations nettes				
Immobilisations (1)	7 286 706 233	7 525 118 633	222 693 872	189 859 918
- Dépréciations des encours	- 37 936 092	- 28 303 999	0	0
Créances rattachées				
Comptes débiteurs de la clientèle (2)	299 328 104	290 210 131	10 027 018	8 784 299
Total	7 548 098 245	7 787 024 765	232 720 890	198 644 217

(1) Immobilisations

XPF	Valeur nette Au 31.12.15	Valeur brute Au 31.12.15	Variation 2016	Valeur brute Au 31.12.16	Amortissements cumulés Au 31.12.16	Valeur nette Au 31.12.16
Crédit-bail	7 525 118 633	15 850 509 467	-264 361 517	15 586 147 950	- 8 299 441 717	7 286 706 233
Location simple	189 859 918	394 080 785	9 367 505	403 448 290	- 180 754 418	222 693 872

(2) Comptes débiteurs de la clientèle

XPF	Crédit-bail et location avec option d'achat		Location simple	
	Au 31.12.16	Au 31.12.15	Au 31.12.16	Au 31.12.15

<i>Créances saines nettes</i>	255 664 308	230 570 631	9 812 250	8 414 035
<i>Créances douteuses nettes</i>	43 663 796	59 639 500	214 768	370 264
<i>Créances douteuses</i>	765 772 881	768 634 795	6 242 254	5 306 158
<i>dont compromis</i>	734 817 321	440 708 466	6 242 254	2 338 121
<i>Dépréciation des créances</i>	- 722 109 085	- 708 995 295	- 6 027 486	- 4 935 894
<i>dont compromis</i>	- 700 809 373	- 410 377 592	- 6 027 486	- 2 338 121
Total	299 328 104	290 210 131	10 027 018	8 784 299

Note 13 : Autres actifs et autres passifs**— Autres actifs**

XPF	Au 31.12.16	Au 31.12.15
Dépôts et cautions versés	2 002 800	2 002 800
Etat & collectivités publiques	233 381 600	146 612 000
Fournisseurs Débiteurs	408 400	
Divers	2 871 635	3 343 962
Total	238 664 435	151 958 762

— Autres passifs

XPF	Au 31.12.16	Au 31.12.15
Dépôts de garantie reçus sur location	0	0
Etat et collectivités publiques	425 548 747	360 892 535
Assurances et entretien	16 525 961	16 782 107
Apporteurs et partenaires	2 297 744	1 791 224
Organismes sociaux & Personnel	34 346 818	37 471 435
Autres Passifs	68 934 119	26 526 606
Total	547 653 389	443 463 907

Note 14 : Comptes de régularisation**— Actif**

XPF	Au 31.12.16	Au 31.12.15
Valeurs reçues à l'encaissement	545 745	2 004 295
Charges constatées d'avance		
- Produits à recevoir	21 860 358	13 350 716
- Agios payés d'avance	20 166 762	26 371 926
- Autres charges à répartir		
- Divers	3 173 900	- 0
Total	45 746 765	41 726 937

— Passif

XPF	Au 31.12.16	Au 31.12.15
Produits constatés d'avance sur opérations de location	220 799 211	225 188 663
Produits constatés d'avance sur opérations de crédit	4 697	0
Charges à payer		
-Fournisseurs	138 666 614	167 126 273
- Personnel		
- Charges fiscales		
Compte de régularisation divers		0
Total	359 470 522	392 314 936

Note 15 : Détail des provisions**— Provisions inscrites au passif**

Provisions au passif XPF	Au 31.12.2015	Dotation	Reprise	Au 31.12.2016
Provisions non bancaires				
Provisions pour charges	81 112 196	981 580		82 093 776
Provisions pour risques	0	126 943 296		126 943 296
Provisions bancaires				
Impayés	0			0
Provision Passive	28 562 227	2 374 339	- 2 891 101	28 045 465
Total	109 674 423	130 299 215	- 2 891 101	237 082 537

(*) Les provisions pour charges comprennent :

La provision pour Indemnités de Fin de Carrière pour 5 124 801 XPF

Cette provision est déterminée par un cabinet d'actuaire extérieur « Mercer » selon les règles comptables en vigueur.

Cette provision est actualisée annuellement.

Note 16 : Dettes subordonnées

XPF	Au 31.12.16	Au 31.12.15
Emprunt GEC SAS à durée indéterminée	0	0
Dettes rattachées	0	0
Total	0	0

Note 17 : Tableau de variation de la situation nette

(En milliers XPF)		Capital	Reserve légale	Report à nouveau	Résultat	Total des capitaux propres
2014	Ouverture après affectation du résultat de 2013	4 094 631	143 175	1 158 000	0	5 395 805
	Résultat de l'année 2014				- 421 265	
	Capitaux propres avant affectation	4 094 631	143 175	1 158 000	421 265	5 817 070
	Affectation du résultat 2014		21 063	400 201	- 421 265	
2015	Capitaux propres après affectation (2)	4 094 631	164 238	1 558 201	0	5 817 070
	Résultat de l'année 2015				- 389 901	
	Capitaux propres avant affectation	4 094 631	164 238	1 558 201	389 901	6 206 971
	Affectation du résultat 2015		19 495	370 406	- 389 901	
2016	Capitaux propres après affectation (2)	4 094 631	183 733	1 928 607	0	6 206 971
	Résultat de l'année 2016				- 339 112	
	Capitaux propres avant affectation	4 094 631	183 733	1 928 607	339 112	6 546 082
	Affectation du résultat 2016			339 112	- 339 112	
Capitaux propres après affectation (2)		4 094 631	183 733	2 267 719	0	6 546 082

(1) Conformément à la loi, il est rappelé que GE Financement Pacifique est détenue à hauteur de 100% par GEC SAS et est consolidée par intégration globale dans

les états financiers de GE France SNC

(2) Sous réserve de l'approbation de l'assemblée générale.

(En milliers XPF)		Dividende	Valeur nominale des actions	Nombre d'actions existantes	Quote-part de chaque action dans les capitaux propres (En milliers XPF)	Résultat par actions
2014	Ouverture après affectation du résultat de 2013		15	2 729 754	1 977	
	Résultat de l'année 2014					
	Capitaux propres avant affectation		15	2 729 754	2 131	
	Affectation du résultat 2014					0,15
2015	Capitaux propres après affectation (2)		15	2 729 754	2 131	
	Résultat de l'année 2015					
	Capitaux propres avant affectation		15	2 729 754	2 274	
	Affectation du résultat 2015					0,14

2016	Capitaux propres après affectation (2)	15	2 729 754	2 274	0,12
	Résultat de l'année 2016				
	Capitaux propres avant affectation	15	2 729 754	2 398	
	Affectation du résultat 2016				
	Capitaux propres après affectation (2)	15	2 729 754	2 398	

(2) Sous réserve de l'approbation de l'assemblée générale.

Désignation	Immobilisations				Amortissements				Valeurs nettes comptables
	Valeurs brutes début exercice	Mouvements 2016		Valeurs brutes fin d'exercice	Montant début exercice	Mouvements 2016		Montants fin d'exercice	
		Acquisitions	Cessions			Dotations	Cessions		
Crédit-bail / LOA	15 850 509 467	3 862 045 484	4 126 407 001	15 586 147 950	8 325 390 834	3 271 603 979	3 297 553 096	8 299 441 717	7 286 706 233
Location simple	394 080 785	123 633 310	114 265 805	403 448 290	204 220 867	82 517 897	105 984 346	180 754 418	222 693 872
Biens loués	16 244 590 252	3 985 678 795	4 240 672 807	15 989 596 240	8 529 611 701	3 354 121 876	3 403 537 442	8 480 196 135	7 509 400 105
Programmes informatiques	120 000	0	0	120 000	89 375	30 625		120 000	0
Immob incorporelles	120 000	0	0	120 000	89 375	30 625	0	120 000	0
Matériel et outillage	27 861 630	3 493 076	14 113 293	17 241 413	24 750 486	2 089 895	14 113 285	12 727 096	4 514 317
Agencs instal bureau	21 406 447	2 238 687	2 486 694	21 158 440	18 141 519	884 748	2 486 694	16 539 573	4 618 867
Immob corporelles	49 268 077	5 731 763	16 599 987	38 399 853	42 892 005	2 974 643	16 599 979	29 266 669	9 133 184
Immob d'exploitation	49 388 077	5 731 763	16 599 987	38 519 853	42 981 380	3 005 268	16 599 979	29 386 669	9 133 184
Agencs & mobilier	0			0	0			0	0
Immob hors exploitation	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total biens propres	49 388 077	5 731 763	16 599 987	38 519 853	42 981 380	3 005 268	16 599 979	29 386 669	9 133 184

V. — Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2016

A l'attention de l'Associé unique,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Associé unique, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2016, sur :

- Le contrôle des comptes annuels de la société Socalfi S.A.S. (ex – Général Electric Financement Pacifique S.A.S.), tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- La justification de nos appréciations ;
- Les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

2. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- Règles et méthodes comptables

La partie « Opérations de crédit-bail et de location simple » du paragraphe 4 « Principes comptables et méthodes d'évaluation », de la note 1 de l'annexe, expose les règles et méthodes comptables relatives aux immobilisations corporelles données en crédit-bail et en location.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables visées ci-dessus et des informations fournies dans les notes de l'annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

- Estimations comptables

Au titre du provisionnement du risque de crédit, votre société constitue des dépréciations spécifiques et des provisions statistiques destinées à couvrir les risques inhérents à ses activités, comme présenté dans les notes 1, 4, 8, 8 bis, 8 ter, 12 et 15 de l'annexe.

Dans le cadre de notre appréciation de ces estimations, nous avons examiné le dispositif de contrôle relatif au suivi du risque de crédit, à l'appréciation du risque de non-recouvrement et à leur couverture par des dépréciations spécifiques et des provisions statistiques.

Les appréciations ainsi apportées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les documents adressés à l'Associé unique sur la situation financière et les comptes annuels.

Fait à Paris et Paris-La Défense, le 18 avril 2017

Le Commissaire aux comptes

KPMG Audit

Département de KPMG S.A.

Fabrice Odent

VI. — Rapport de gestion

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège social de la société.

1703542